

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/CS/1/Add.5

6 février 2001

(01-0594)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

LISTE DES ORGANISMES À ACTIVITÉ NORMATIVE QUI ONT ACCEPTÉ LE CODE DE PRATIQUE POUR L'ÉLABORATION, L'ADOPTION ET L'APPLICATION DES NORMES 2000

Addendum

La Décision ministérielle sur l'examen de la publication du Centre d'information ISO/CEI adoptée à Marrakech le 15 avril 1994 dispose que le Comité des obstacles techniques au commerce:

"examinera au moins une fois par an la publication fournie par le Centre d'information ISO/CEI sur les renseignements reçus conformément au Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes reproduit à l'Annexe 3 de l'Accord, afin de ménager aux Membres la possibilité de débattre de toute question se rapportant au fonctionnement de ce Code.

Afin de faciliter les débats, le Secrétariat fournira une liste par Membre de tous les organismes à activité normative qui ont accepté le Code, ainsi qu'une liste des organismes à activité normative qui ont accepté ou dénoncé le Code depuis l'examen précédent."

On trouvera ci-joint une liste par Membre de tous les organismes à activité normative qui ont accepté le Code de pratique au cours de la période considérée. Depuis la distribution du document G/TBT/CS/1/Add.4 (20 janvier 2000), neuf organismes à activité normative de huit Membres ont accepté le Code de pratique, parmi lesquels cinq organismes du gouvernement central et quatre organismes non gouvernementaux.¹

¹ La Lettonie a accepté le Code le 18 juillet 1997 avant de devenir Membre de l'OMC en 1999.

Membre de l'OMC	Nom de l'organisme à activité normative	Type d'organisme à activité normative	Date d'acceptation du Code
Japon	Association japonaise de l'industrie des roulements	non gouvernemental	21 septembre 2000
Japon	Société japonaise des ingénieurs de l'automobile	non gouvernemental	5 octobre 2000
Jordanie	Institut jordanien de normalisation et de métrologie	gouvernement central	22 mai 2000
République kirghize	Inspection d'État pour la normalisation et la métrologie relevant du gouvernement (KYRGYZSTANDART)	gouvernement central	11 août 2000
Lettonie	Centre national de normalisation et de métrologie	gouvernement central	18 juillet 1997
Maurice	Bureau mauricien des normes (BMN)	non gouvernemental	17 janvier 2000
Mexique	Institut mexicain de normalisation et de certification	non gouvernemental	25 avril 2000
Namibie	Bureau namibien d'information sur les normes et de la qualité	gouvernement central	5 juillet 2000
Oman	Direction générale des spécifications et des mesures, Ministère du commerce et de l'industrie	gouvernement central	18 décembre 2000